

provinces atlantiques, le gouvernement songe-t-il à examiner avec les provinces des Prairies la possibilité d'effectuer une analyse exhaustive dont s'inspirerait un projet d'expansion économique des Prairies?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): C'est là une question que je pourrais discuter avec mes collègues du cabinet, monsieur l'Orateur.

* * *

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LE PROJET DE DIVERSION DE LA PEMBINA DANS LA SASKATCHEWAN-NORD—LA CONSULTATION DU GOUVERNEMENT DE L'ALBERTA

[Traduction]

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Pêches et des Forêts. Y a-t-il eu des entretiens entre les fonctionnaires du gouvernement de l'Alberta et ceux du gouvernement fédéral au sujet du projet de diversion de la rivière Pembina dans la Saskatchewan-Nord?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur.

M. Harding: Songe-t-on à faire des études afin d'établir les dégâts écologiques possibles d'une pareille diversion sur le delta de l'Athabasca, le fleuve Mackenzie et le delta du Mackenzie?

L'hon. M. Davis: Je ne le sais pas personnellement, mais je vais me renseigner.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE ET LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FISCALE

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax East): Pourrais-je m'adresser de nouveau au ministre de l'Expansion économique régionale? Vu que le Conseil de développement de la région de l'Atlantique recommande que les politiques monétaires et fiscales du gouvernement tiennent compte des besoins régionaux et, en outre, vu que le fardeau de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés a grandement affecté la région, le ministre peut-il nous assurer qu'il supprimera ou songera à supprimer la surtaxe de 3 p. 100 sur l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés de la région atlantique?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je crois être autorisé à discuter la question avec tous les intéressés, mais je n'ai pas le pouvoir d'en décider.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur,...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je pense que nous devrions maintenant donner à d'autres députés l'occasion de poser des questions.

L'AGRICULTURE

LE BILL SUR LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE FERME—L'ASSUJÉTISSEMENT DES BOVIDÉS AUX DISPOSITIONS DE LA LOI—LA DÉCISION DU COMITÉ PERMANENT

M. R. E. McKinley (Huron): Ma question s'adresse au premier ministre. Je demande votre indulgence, monsieur l'Orateur, car elle comporte un court préambule. Le 4 février, j'ai demandé au ministre de l'Agriculture s'il avait toujours l'intention de ne pas assujettir les bovidés aux dispositions du bill C-176. Il m'a répondu qu'il appartenait au comité permanent de l'agriculture de décider de la façon dont il désirait modifier ce bill mais il a ajouté qu'il y avait eu un accord général...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député devrait poser sa question. Ce n'est pas juste, à mon avis, d'imposer à la Chambre un préambule de cette longueur.

M. McKinley: Merci, monsieur l'Orateur. J'en arrive au fait. Hier, au comité permanent de l'agriculture, un député ministériel a présenté cet amendement et 12 ministériels sur 15 se sont prononcés contre, dont le secrétaire parlementaire du ministre.

M. l'Orateur: A l'ordre. Ce n'est pas une question c'est un discours. Je donne la parole au député de Comox-Alberni.

M. McKinley: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je passe à ma question tout de suite.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député sait qu'il ne peut agir ainsi. Dans la première partie de sa question il a mentionné les délibérations d'un comité: or, c'est irrégulier. En outre, ce n'est pas très juste envers les autres députés qui veulent, tout autant que lui, poser leurs questions d'autant plus qu'il ne reste plus que sept minutes avant la fin de la période des questions. Néanmoins, le député pourrait peut-être maintenant être autorisé à poser sa question.

M. McKinley: Le premier ministre n'estime-t-il pas que ce vote témoigne distinctement de la part de la majorité des ministériels d'un manque de confiance dans le ministre de l'Agriculture? Userait-il de son influence pour que cet amendement soit accepté quand la Chambre sera saisie du bill?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je signalerais au député que son préambule était irrecevable et que sa question l'est aussi.

* * *

LE BIEN-ÊTRE

LES PROPOSITIONS DU NATIVE COUNCIL OF CANADA AU SUJET DES MÉTIS ET DES INDIENS NON CONVENTIONNÉS

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale